



L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes

SOMMAIRE

- Page 2 : déclaration le 9/02/06 des représentants des textes « **Fier(e)s d'être communistes** » et « **Colère et espoir** ».
- Page 3 : déclaration des M. C. Burricand.
- Pages 4 et 5 : déclaration des délégués des AG de la Somme.
- Page 6 : déclaration d'André Gérin sur l'exclusion de M. Gremetz.
- Page 7 : déclaration de la section d'Amiens.
- Page 8 : déclaration de M. Gremetz.
- Page 9 : Contribution du collectif PCF 17.
- Page 10 : contribution de Florence Granados.
- Page 11 : contribution de Francisco Granados.
- Page 12 : lettre du collectif PCF 17 à B. Dionnet.
- Page 13 : Intervention d'A. Gérin au 33 ème congrès.
- Pages 14 et 15 : lettre d'A. Gérin à M.G. Buffet.
- Page 16 : les 12 élus de la liste alternative au CN.
- Page 17 : Courrier à M.G. Buffet de 5 camarades du collectif PCF 17.
- Pages 18 et 19 : courrier du collectif PCF 17 à M.G. Buffet sur la démocratie dans la fédé. ; courrier de D. Vince à M.G. Buffet.
- Page 20 : courrier de M.A. à M.G. Buffet.
- Page 21 : courrier de J.L. Rolland à M.G. Buffet.
- Page 22 : courrier de T. Renard à M.G. Buffet.
- Page 23 : billet de Florence Rolland.
- Page 24 : article de la revue Réflexions.
- Pages 25 et 26 : déclaration du collectif des élus d'opposition au CN.

Paris, le 9 février 2006, les représentants des textes « **Fier(e)s d'être communistes** » et « **Colère et espoir** » ont déclaré :

Plus que jamais combattre pour l'avenir du PCF

La consultation des communistes pour choisir la base commune de leur congrès s'est avéré une véritable mascarade. En faisant un distinguo à géométrie variable entre adhérents et cotisants, la direction du PCF a écarté du vote des dizaines de milliers de communistes.

Pour booster son texte, elle a organisé une tricherie de grande ampleur dans plusieurs fédérations, telles la Somme où des centaines de communistes ont été interdits de vote manu militari, les Bouches du Rhône où la direction a pratiqué le « vote » par téléphone, l'Yonne où des votes « par correspondance » ont été comptabilisés sans émargements, le Bas Rhin où au moins 9 communistes ont voté pour l'un des textes alternatifs alors que les résultats n'en comptabilisent que 4 !

Nous appelons les communistes à transmettre toutes les informations qu'ils ont en leur possession afin de demander à la direction de rendre des comptes. D'ores et déjà nous exigeons l'annulation du scrutin.

Cette manipulation avait pour but de donner un chèque en blanc à la direction et aux refondateurs pour le sommet de la gauche du 8 février où l'on a vu Patrick Braouezec conduire une délégation de « Alternative citoyenne » aux côtés de Marie-George Buffet.

A l'heure où la droite et le Medef cognent durement et où la gauche plurielle reconstituée annonce sa volonté de reprendre en 2007 la politique sanctionnée en 2002, notre pays a plus que jamais besoin de militants communistes organisés dans tout le pays, les entreprises, les quartiers, les villages pour organiser la résistance et proposer des alternatives immédiates au capitalisme.

Les communistes qui souhaitent affirmer leur identité politique à partir d'un projet communiste fondé sur des propositions concrètes, ceux qui pensent que notre originalité est de rendre crédible la rupture avec le capitalisme doivent tout faire pour mettre en débat leurs idées dans le parti, au coeur du 33e congrès. S'ils le peuvent et s'ils le jugent opportun, ils présenteront des listes alternatives lors des élections dans les sections, départements et au plan national.

Autant le recours par la direction à des pratiques frauduleuses et bureaucratiques augure mal d'un déroulement démocratique du congrès, autant l'accélération de sa dérive réformiste ouvre le champ à une intense bataille idéologique et renforce notre détermination à nous rassembler et à agir au sein de notre organisation politique.

Nous nous donnons l'objectif de reconquérir le Parti communiste français. Pour cela nous devons en premier lieu prendre contact avec ces dizaines de milliers de communistes qui ont été mis sur le bord du chemin, faire de nouvelles adhésions. Pour nous, la bataille décisive se déroule dans le parti, avec les militants qui se trouvent en première ligne de la lutte des classes.

Marie-Christine Burricand a déclaré :

« 1332 communistes du Rhône ont participé à la consultation sur le choix de la base commune du 33ème congrès, soit environ 43% des communistes du département. 483 soit 36,93% se sont prononcés pour le texte « Fiers d'être communistes » qui arrive en tête à Villeurbanne, Saint-Fons, Vénissieux, recueille plus d'un tiers des suffrages à Vaulx-en-Velin. Si on ajoute les voix des textes « Colère et Espoir » et « Remettons le PCF sur les rails de la lutte des classes », 530 soit 40,53% des communistes qui se sont exprimés dans le département ont rejeté la stratégie proposée par la direction du PCF, malgré la volonté d'escamoter le débat des représentants de la ligne Buffet.

La volonté d'une stratégie autonome du PCF, en rupture avec la mutation-renoncement et l'effacement dans la gauche s'est donc fortement exprimée dans le département où l'exigence d'un débat clair sur les choix stratégiques est plus forte que jamais.

Nous nous félicitons de ce résultat, qui va au delà des forces rassemblées en 2003 par le texte présenté par le Pas-de-Calais que nous avons soutenu (plus 116 voix). Les options présentées par Nicolas Marchand , portant notamment sur la nécessité de candidatures du PCF aux présidentielles et législatives recueille 120 voix soit 9,17%.

Le texte du Conseil national passe difficilement la barre des 50% (50,46 %) avec 660 voix, soit sensiblement le même résultat qu'en 2003.

Le débat stratégique est donc largement ouvert dans le département et nous allons y participer à partir du texte « Fiers d'être communistes ». Ce débat va se poursuivre dans les conférences de section et départementale, mais aussi dans tous les choix à opérer dans les mois qui viennent, notamment les candidatures du PCF aux présidentielles et législatives.

Déclaration des 141 délégués élus par les Assemblées Générales de section, exclus du Congrès Départemental du PCF de la Somme.

Le Parti Communiste Français, Marie-George Buffet, Joël Carlier, Jean-Claude Renaux, condamnés par le Tribunal pour irrégularités, fraudes, et tricherie lors des votes du 3 et 4 février 2006.

Jamais une telle chose n'est arrivée depuis la création du PCF en 1920.

La direction nationale, les permanents départementaux et locaux ont même osé interrompre l'**Assemblée Générale de la section d'Amiens** dûment convoquée dont les mandats avaient été délivrés à tous les délégués, inscrits sur la liste complétée du Tribunal.

Mesure dilatoire : 40 contre 121 délégués « Colère et Espoir », vérifiés par huissier.

Le Tribunal se déclare « **incompétent** » pour juger si les décisions prises dans la régularité, dixit (Tribunal), peuvent être confirmées ou infirmées y compris les 69 délégués élus démocratiquement par l'Assemblée Générale d'Amiens.

Pour le Vimeu, opération encore plus outrancière.

Les délégués « Colère et Espoir » largement majoritaires élisent leur comité de section et leurs 20 délégués au Congrès.

Richard Sanchez et Joël Carlier de la direction minoritaire, après la conférence terminée, appellent quelques camarades pour faire voter les textes et élire des délégués au Congrès.

Le Tribunal se déclare incompetent ?

Marie-George Buffet, Joël Carlier, Jean-Claude Renaux, font rayer de la carte **les sections de Gamaches, Moreuil, Péronne, Ham, Roye, Roisel, Condé Folie, Crécy, Villers-Bretonneux** dont les adhérents sont tous à jour de leurs cotisations 2006 et existent depuis des années.

Voilà les méthodes de « voyou » utilisées par une direction aux abois, qui veut imposer par tous les moyens, une ligne politique visant à **préparer la mort du PCF**. Pour cela ils veulent exclure des milliers de communistes dont notre camarade Maxime Gremetz.

Mais nous continuons notre combat pour reconstruire le PCF et ouvrir une perspective de réel changement pour nos concitoyens.

Amiens, le 20 mars 2006

Ci-joint le tableau récapitulatif du nombre de cotisants pour le collectif départemental « Colère et Espoir » et de la fédération du PCF.

Sections exclues			Sections sélectionnées		
par la FEDERATION PCF de la Somme			par la FEDERATION PCF de la Somme		
SECTION	Cotisants	Délégués élus	SECTION	Cotisants	Délégués élus
Amiens	666	69	Abbeville	76	10
Vimeu	180	20	Airaines	16	4
Moreuil	135	15	Albert	51	8
Villers-Bretonneux	14	4	Camon	48	7
Gamaches	42	7	Doullens	24	5
Péronne	40	6	Longueau	139	16
Condé Folie	18	4	Pont Rémy	43	7
Roisel	12	2	Rivery	10	3
Crécy en Ponthieu	14	3	Saint Valéry	56	8
Roye	13	3	Vallée de la Nièvre	70	10
Ham	18	5	Nesle	4	2
Total = 12 sections	Total = 1156	Total = 140	Total = 10 sections	Total = 533	Total = 78

21 février 2006 : Message à Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF. Non à l'exclusion de Maxime Gremetz !

Le bureau de presse du Parti communiste français vient de publier un communiqué évoquant la procédure d'exclusion du PCF engagée contre Maxime Gremetz par la section d'Amiens. Le communiqué dit « comprendre » les motivations de cette procédure. Le procédé est pour le moins incongru, alors que les résultats des votes préparatoires au congrès font l'objet de contestations, tant pour le département qu'au niveau national.

Je souhaite que la direction du PCF s'abstienne de tels partis pris et concentre ses efforts pour contribuer à la sérénité des débats sur les choix stratégiques du 33ème congrès.

Une question se pose : pourquoi une telle focalisation sur Maxime Gremetz ?

Est-ce d'avoir affirmé qu'à défaut d'un candidat communiste à l'élection présidentielle, il présenterait sa propre candidature ?

Dans ces conditions, pourquoi ne pas engager une procédure équivalente à l'encontre de Patrick Braouezec qui conduisait une délégation d'une organisation politique autre que le PCF dont il est membre du Conseil national, au sommet de la gauche à la Mutualité, à Paris, le 8 février ?

J'espère que la sagesse et la sérénité l'emporteront dans le respect du débat public et politique, dans le respect des hommes et des femmes quels que soient leurs choix et oppositions politiques.

Je ne voudrais pas que la chasse à l'homme soit ouverte.

André GERIN

Déclaration de la section d'Amiens Purge au Parti Communiste Français ?

Après le vote sur la base Commune pour le 33ème Congrès du PCF et les nombreuses irrégularités, en particulier dans la Somme, **la direction du Parti Communiste Français organiserait-elle une Purge ?**

Le 16/02/06, la direction de Section d'Amiens, se référant à un article de Télérama sur émission d'ARTE du 14/02/06 et relayée par le journal l'Humanité et le site national du PCF, a mis à l'ordre du jour de sa prochaine assemblée générale du 11 mars 2006 **l'exclusion de Maxime Gremetz, député du Parti Communiste Français et 1er Vice-Président du Conseil Régional de Picardie !**

Déclaration Section Amiens du 16/02/06

Dans l'euphorie des résultats nationaux concernant le vote de la base commune de discussion du 33ème Congrès et la volonté d'éliminer une des figures de notre Parti dénonçant la dérive social-libérale de la direction du PCF, **ils en ont tous "oublié" de vérifier leurs sources, c'est à dire de visualiser l'émission en question.** Résultat après demande de droit de réponse aux concernés:

- L'humanité a depuis fait paraître un [Rectificatif](#)
- le PCF a retiré également sa déclaration de son site internet national
- la section d'Amiens ... ?

Dans la foulée, le 20/02/06, la Direction du PCF a déclaré par le biais de son service de presse, dont le directeur est Patrice Cohen Seat, prendre acte de cette décision en précisant que le moment venu la commission nationale des conflits du PCF instruira, etc...,

Dans cette dernière déclaration, la direction du PCF apporte un soutien explicite à la direction de section d'Amiens en précisant qu'elle comprend l'exaspération des communistes ? **La direction du PCF JUGE ET PARTIE ? La commission des conflits sera t'elle JUGE ET PARTIE également ?**

Déclaration du PCF - 20/02/06

Il est vrai que le camarade Maxime Gremetz a déclaré qu'en cas de non présentation d'un candidat du PCF aux prochaines élections présidentielles, il serait disponible comme candidat. Il est bien évident que cela gêne ...

Après Maxime Gremetz, exclusion de tous ceux qui ne sont pas d'accord avec la Direction du PCF ?

Déclaration de Maxime GREMETZ, député de la Somme, 1^{er} vice président du conseil régional de Picardie

Dès aujourd'hui, à la demande des communistes de la Somme, je suspends le versement de mon indemnité parlementaire au Conseil National du PCF.

La grande majorité des communistes de la SOMME est en colère. Ils sont indignés de voir les 7 permanents d'une fédération à l'agonie politique et en faillite financière organiser une mascarade électorale indigne avec le soutien de l'appareil de Marie Georges BUFFET.

Les constats faits par huissier sur tout le déroulement du vote sont accablants : tout a été fait pour non seulement invalider 293 votes et empêcher près de 200 communistes de voter, mais en plus, pour faire voter des membres de la LCR, des non communistes.

Aucune liste n'était consultable et pour cause aucune liste n'a été établie, utilisant des registres datant de plus de 20 ans.

Au commencement du vote à 9h, l'urne était déjà à moitié pleine à Amiens. On votait par paquets d'enveloppes sans signature ni liste d'émargement.

A la section d'Amiens, on comptait 756 inscrits alors qu'elle ne comportait que 480 cotisants au Parti.

Durant plusieurs heures, les urnes se sont baladées dans les voitures de certains militants.

Devant cette monstrueuse opération de triche, ce mépris des communistes, cette exclusion du vote pour des centaines d'entre nous, des recours ont été déposés auprès des instances du Parti.

Mais les amis de Marie Georges BUFFET sont à la fois juge et partie.

Une autre procédure est engagée sur la base des constats faits par huissiers. La justice est d'ores et déjà saisie sur des questions de malhonnêteté politique et financière.

Par ailleurs, les directions fédérales et nationales vont jusqu'à **me refuser ma 50eme carte du parti !**

C'est pourquoi, à la demande de la majorité des communistes de la SOMME, honnêtes et attachés à un Parti propre, démocratique et transparent, je suspends le versement de mon indemnité parlementaire au CN.

Je recommencerai à la verser lorsque Marie Georges BUFFET et son entourage, ainsi que les permanents de la SOMME, auront rétabli tous les communistes de la SOMME dans leurs droits et feront respecter la démocratie bafouée.

Maxime Gremetz

Contribution du collectif PCF 17 pour parution dans la tribune de discussions des "Nouvelles".

Nous avons soutenu le texte "Fier(e)s d'être communistes". Sans aucun doute ceux qui ont voté pour les autres textes le sont aussi. Nous souhaitons que les débats se déroulent dans la prise en compte de la diversité, dans un esprit fraternel.

Dans la base commune choisie majoritairement, n'apparaît pas la critique de la stratégie consistant à présenter d'abord un programme anticapitaliste pour ensuite faire tous les compromis nécessaires pour obtenir du PS le maximum d'élus. L'exemple de la participation au gouvernement Jospin (par ailleurs pas analysée) et le feuilleton (relaté par Sud-Ouest) des négociations pour les postes avec Mme Royal illustrent bien cette stratégie. L'existence du parti est apparemment justifiée, mais dans la réalité cela conduit à un PCF sous perfusion. Devenu un appendice du PS, il ne peut représenter un espoir pour les travailleurs intéressés à un profond changement et donc à terme paraîtra inutile. Naturellement en interne, pour faire passer cette dérive, il faut des directions locales appliquant un centralisme "démocratique" dans sa version dénaturée. Elles ne jouent plus qu'un rôle administratif, ne cherchent pas à développer de stratégie autonome privilégiant le contenu des luttes. Dans ces compromis pour les places, les questions financières ne sont pas absentes. Les cotisations ne représentent plus que 15 % du budget. Le militantisme ne sera donc pas valorisé : Qu'importe de perdre un militant puisqu'on peut retrouver 10 fois ses cotisations avec le PS !

Pour battre la politique antisociale voulue par le medef et l'Europe de Maastricht, appliquée par la droite et les sociaux libéraux, il faut construire des rassemblements d'actions, de lutte et dans le vote. On ne doit pas oublier notre slogan "Quand on est de gauche on vote NON". La gauche ne peut gagner qu'en mobilisant les milieux populaires, les abstentionnistes, en répondant à leurs attentes, en faisant reculer le front national.

Les communistes sont souverains pour décider de candidatures communistes aux présidentielles et aux législatives. Le 33 ème congrès doit être le cadre privilégié de ces décisions.

Dans la base commune choisie, l'internationalisme se limite à l'union européenne et au Moyen-Orient. L'Afrique, continent spolié par l'impérialisme qui attise, quand il ne les fabrique pas, toutes les tensions pour faire marcher ses industries d'armement n'est pas citée. L'Amérique Latine n'a pas non plus droit au chapitre. Pourtant ce continent est un lieu de résistance à l'impérialisme le plus puissant celui des USA. Cette résistance diverse, du Brésil, au Venezuela, à la Bolivie en passant par Cuba, se développe sous des formes nouvelles et mérite attention et soutien. De cela aucune trace si ce n'est pour rejeter dans la "visée communiste" toutes les expériences se réclamant du socialisme. Cette condamnation sans appel frise le colonialisme, le PCF s'érigant en donneur de leçons pour tous les peuples de la planète. Où est passé le parti condamnant l'ingérence des "partis frères" tout en étant ouvert aux peuples ? Les rédacteurs de la longue base commune n'ont pas trouvé place pour dénoncer le blocus de Cuba par les USA (pourtant condamné à l'ONU par tous sauf Israël et les Iles Marshall), ni l'emprisonnement des cinq cubains aux USA après un procès inique dénoncé par l'ONU. Le PCF a apporté toute sa solidarité à Sacco et Vanzetti, aux Rosemberg, à Angela Davis et à Mumia Abu-Jamal. Il ne se bat pas pour les cinq de Miami : Pourquoi ?

Florence Granados, section de Rochefort.

Contribution au débat des nouvelles dans le cadre de la préparation du 33^{ème} congrès + candidature à la commission de contrôle financier. (1904 signes, espaces compris).

L'argent est indispensable pour l'activité du parti. La question des finances est politique, elle doit faire partie du débat.

Dans l'Humanité du 23/11/05, Michel Laurent, responsable national, déclare : « 60 % des adhérents sont des cotisants, **40 % ne cotisent pas** ». Bien entendu, la situation est la même dans notre fédération où 57 % des adhérents sont des cotisants.

Pourquoi une telle situation ? Parce que le parti ne vit plus grâce aux cotisations des adhérents.

Les budgets adoptés par le conseil national et publiés dans l'Huma, montrent que les cotisations représentent 14 % des recettes, le financement public (attribué à la proportionnelle des voix et du nombre de parlementaires) 38 %, les indemnités des parlementaires 43 % et les souscriptions 5 %.

Cela a forcément des conséquences sur la stratégie du Parti, son fonctionnement, la composition de ses directions où les élus et les collaborateurs occupent une place prépondérante.

La désignation des candidats du parti en position d'être éligibles revêt une importance accrue, accentuée par l'absence d'un véritable statut de l'élu. Elle fait partie du débat politique. Il y a 3 ans, j'écrivais à la trésorière départementale : « Sur la fédération, combien y a-t-il de permanents ou de camarades à temps partiel indemnisés par le parti ? Quand et comment ces décisions sont-elles prises ? ». Je n'ai jamais eu de réponse.

J'avais aussi demandé à faire partie de la commission de contrôle financier. Cela m'avait été refusé. Je renouvelle ma demande.

La primauté des idées sur l'obtention d'élus, leur rôle, leur place, leur utilité, leur influence, alimentent un débat qui traverse toute l'histoire du mouvement ouvrier. Refusant un parti de notables en 1920, les militants ont tranché et ont créé le Parti Communiste Français. Ce débat est et sera toujours d'actualité.

Je persiste à penser que le choix du congrès de Tours est toujours le bon.

Francisco GRANADOS

Ci-dessous pour publication dans les Nouvelles ma contribution ainsi qu'un sujet pour amendement, (en tout, 2792 signes espaces compris)

Contribution :

Les statuts du Parti indiquent que dans l'Huma les adhérents y trouvent de quoi nourrir leur réflexion, leur esprit critique.

L'Huma décrit, analyse les différents courants au PS. Mais, la diversité des communistes, le débat d'idées qui traversent le Parti, rien, ou si peu.

Un entrefilet partial sur des conflits dans la Fédé de la Somme sans que jamais Maxime Gremetz ne puisse exercer son droit de réponse sur le vote frauduleux dans sa fédé et le refus des permanents de lui remettre sa 50^{ème} carte.

Les reportages sur le département du Rhône réussissent à ne surtout pas faire parler son député André Gérin, signataire du texte "Fier(e)s d'être communistes" qui sur sa fédé obtient 37% et arrive en tête dans les sections des banlieues populaires.

La fédé du Pas-de-Calais (3^{ème} par son nombre d'adhérents) avait présenté au dernier congrès un texte alternatif qui avait eu un score non négligeable (24 %). Lors des dernières régionales, sur une liste autonome, elle a eu des résultats appréciables (10 %). Son ancrage dans les milieux populaires en butte aux ravages du capitalisme, ses réflexions ne peuvent-elles pas nourrir l'analyse de tous les communistes ? L'Huma s'en fait-elle l'écho ?

L'Huma trie entre les "gentils" et les "méchants" communistes : elle laisse un étudiant communiste (?) traiter Castro, l'ami de Chavez et de Morales, de criminel mais refuse d'annoncer le meeting de soutien aux 5 de Miami présidé par Georges Hage, député communiste du Nord.

Le Conseil national a reconnu dans CommunisteS du 6 janvier que les textes alternatifs développaient des propositions intéressantes sur la question de l'emploi, des droits et des pouvoirs des salariés dans l'entreprise, que leurs analyses concernant les pôles de résistance au libéralisme dans le monde et en particulier en Amérique latine, sur les entreprises transnationales, sur le traité de Maastricht méritaient que les communistes s'y penchent lors de leur congrès. Pourquoi l'Huma, journal communiste d'après les statuts, refuse-t-elle l'avis de tels communistes ?

Les communistes ont besoin d'une Huma communiste, l'Huma a besoin de tous les communistes.

L'"Humanité Dimanche" va devenir "un magazine de gauche". N'est-ce pas contradictoire avec les statuts ? Le nécessaire débat entre les communistes y aura-t-il sa place ? J'en doute fort, à moins que...

Sujet à amendement :

Dans la base commune, il est écrit, lignes 17-18-19 : "*Pourtant il y a 15 ans la chute du mur de Berlin sonnait le glas d'une conception du communisme que nous avons rejeté.....*". Le pcf a rejeté quoi, la conception ou le communisme ? En fonction de la réponse, ceux qui voudront préciser les choses pourront modifier ou non l'orthographe de "rejeté".

Vu la teneur du texte, pour moi, malheureusement, il n'y a rien à changer.

Copie à

- Maxime Gremetz.
- André Gérin.
- Jean Claude Danglot.

Chères camarades,

Trois d'entre nous avaient posé leurs candidatures pour être délégués pour le congrès national. Le congrès départemental a modifié le système de vote prévu par les statuts (nous avons naturellement refusé de voter sur une telle proposition, le système de vote étant forcément national). Les congressistes ont donc eu à voter pour une liste avec possibilités d'ajouts et ratures. Avec ce système, « *la juste représentation des différentes opinions exprimées dans les débats* » ne s'est pas réalisée. C'est donc une délégation de 10 camarades, sans prise en compte de la diversité, qui a été élue après un vote auquel 83 congressistes ont participé.

Pour information nous rappelons que l'ensemble des 3 textes franchement alternatifs a recueilli sur notre fédé 21,9%.

Vous comprendrez donc que nous mettons en cause la délégation de Charente Maritime au congrès national et que nous demandons quelles mesures la commission transparence va prendre pour réparer cette violation non seulement de l'esprit mais de la lettre des statuts en vigueur.

Pour la petite histoire les 2 proposés au CN ont été élus à main levée.

Dans l'attente d'une réponse, salutations fraternelles.

Intervention d'André Gerin du Jeudi 23 mars 2006

De Villepin a choisi une posture de classe. Le mouvement anti-CPE a une portée politique. Ces enfants seront peut-être nos héritiers.

Les forces de désagrégation sociale sont des forces inouïes d'un système politique qui sert la roue de la fortune (le CAC 40), qui méprise les milieux populaires. Avec le CPE, une jeunesse sacrifiée comme variable d'ajustement de la gestion du capital. Il y a des germes de guerre civile (novembre 2005).

Ces fractures se repèrent dans les urnes et hors des urnes, fractures sociales, politiques, républicaines, ethniques. Le Front national est devenu le premier parti ouvrier de France, captant la désespérance, l'abandon de la question nationale.

Où est notre projet communiste pour redevenir le parti du monde du travail, pour porter l'exigence d'une perspective politique, donner de la voix de notre peuple, retrouver notre fonction tribunitienne ?

Pas dans la base commune faite de confusion, de dilution, d'abandon de l'identité communiste (qu'illustre le parti de gauche européen). On nous propose un rassemblement en trompe l'œil, dans une recomposition politique de sommet du microcosme parisien.

Osons construire un mouvement puissant et majoritaire, un rassemblement de type « Front populaire » pour combattre la droite et l'extrême droite. Une union dans les luttes.

On ne battra pas la droite au premier tour de l'élection présidentielle, sans battre le Front national, sans reconquérir une à une les voix populaires détournées par le FN pour cause d'abandon de la gauche. Un scénario semblable à celui du 21 avril 2002, en pire, est possible en 2007.

Sortons du marais des tergiversations qui privent le mouvement populaire et laissent la porte ouverte à ceux qui pensent que le PCF, en tant que parti, est dépassé.

Se priver d'un candidat PCF aux présidentielles, penser qu'il faudrait un candidat unique de la gauche, c'est Bingo pour le Front national. Ce serait faire preuve d'une étroitesse suicidaire. L'expérience historique montre que la gauche ne gagne que dans l'expression de sa diversité.

Partons à la reconquête des banlieues populaires qui s'abstiennent, des non-inscrits sur les listes électorales, réduisons le fossé et regagnons la base sociale, l'électorat des quartiers, ce nouveau prolétariat de fils et de filles français, enfants de l'immigration. Peut-on le faire sans une candidature présentée par le Parti communiste français ? Je crains que ce nouveau rassemblement soit une imposture, un aveuglement pour des petits calculs à court terme.

Ne ratons pas ce rendez-vous avec les enfants des cités, ces enfants appartenant aux classes populaires, ayant grandi dans un contexte de déclin économique. Nous avons payé cher la facture aux municipales et aux dernières présidentielles. C'est le sens de l'appel lancé par les 15 millions de Non le 29 mai. Notre candidature présentée par le PCF doit marquer la rupture avec le capitalisme jusqu'au bout.

Battre l'extrême droite, faire reculer l'abstention sont les conditions d'un rassemblement géant, un Front populaire du XXI^{ème} siècle. Pour le parti communiste, c'est peut-être une traversée du désert, Oui, je préfère la traversée du désert au lieu de s'effacer et d'avoir un programme à l'eau tiède, ce qui favorisera le vote utile au parti socialiste.

Pour préserver l'avenir, oui le parti communiste a plus que jamais son utilité, son identité à faire valoir, comme l'ont prouvé les Régionales Nord – Pas-de-Calais, Picardie et Auvergne.

Avec François Mitterrand, Lionel Jospin, le parti socialiste a rompu avec le socialisme dès 1983.

Avec ce congrès, où est la rupture avec le capitalisme ? C'est le clair-obscur. Cette confusion, cette dilution peut être mortifère pour l'avenir du PCF.

Arrêtons de louvoyer, décidons le principe d'une candidature du PCF, organisons un débat national : appel des candidatures, consultations au grand jour des communistes pour trancher.

Je ne voudrais pas que l'on se tire une balle dans le pied.

29 mars 2006 : lettre à Marie-George BUFFET Secrétaire Nationale PCF à propos de l'éviction de près de 100 communistes de la liste alternative pour l'élection des membres du Conseil National lors du 33ème congrès du PCF

Chère Marie-George,

Epilogue de notre congrès, la direction que tu animes vient d'évincer près de 100 communistes de la liste alternative que j'ai conduite. Dois-je rappeler que cette liste a été présentée conformément aux statuts adoptés à ce même congrès.

La lettre de Brigitte Dionnet qui nous informe de cette éviction massive ne donne aucune explication. Par téléphone, Michel Laurent invoque l'application – rétroactive – des nouveaux statuts. Je ne peux que redire ce que je t'ai écrit hier : Cette sélection est débile au regard des noms incriminés, ces méthodes s'inspirent des pires de notre histoire.

Sous réserve d'un inventaire plus complet, la liste des évincés comprend au moins quatre délégués au congrès, cinq membres du conseil départemental du Rhône, le secrétaire de la section de Douai, le secrétaire de la section de Vénissieux, militant syndical chez Bosch qui a conduit la lutte contre l'augmentation du temps de travail l'an dernier. L'élimination pour des raisons administratives et bureaucratiques de camarades qui ne te suivent pas droits comme des « I » ne peut que transformer le PCF en appareil stérile, à l'opposé d'un parti populaire qui est sa marque de fabrique.

Devrions-nous faire appel à un huissier de justice ou engager des poursuites judiciaires pour nous rétablir dans nos droits et contester les membres du conseil national qui ne sont pas en règle avec les nouveaux statuts pour leurs cotisations de janvier, février, mars ?

La politique consistant à exiler de leur parti des communistes en désaccord avec la direction se poursuit donc avec une acuité accrue. Cela pose un problème politique majeur dès lors que nous avons décidé de mener la bataille pour la reconquête de notre parti de façon démocratique. Je veux donc te dire de la façon la plus nette que je considère comme membres de fait du PCF, en exil pour beaucoup, tous ceux qui s'en revendiquent et s'en revendiqueront.

J'ai pris bonne note des conditions dans lesquelles ces communistes pourront désormais, avec les nouveaux statuts, participer aux instances statutaires de leur parti. Nous avons choisi la voie politique, calme et déterminée pour affirmer notre fierté d'être communistes, notre volonté de remettre le PCF sur les rails de la lutte des classes, notre colère et notre espoir. Nous ne dérogerons pas à cette ligne de conduite.

L'organisation du congrès a été de bout en bout ficelée. Il n'est pas inutile d'en rappeler les étapes :

- - Validation des textes alternatifs en dehors des délais décidés par le conseil national,
- - Refus d'organiser des débats sur les textes et mutisme de la direction sur les enjeux de la consultation,
- - Fraude massive lors des votes, début février, sanctionnée par la justice pour ce qui concerne la Somme,
- - Pendant le congrès même : lancement du vote sur les listes pour le conseil national avant la fin de l'impression du bulletin de la liste alternative qui n'a été distribué qu'avec parcimonie. Je sais que tu as reçu du courrier à ce propos,
- - Campagne de dénigrement de candidats de la liste alternative.

Cela me renforce dans ma détermination à lutter pour que le Parti communiste français soit mieux que jamais un parti populaire à l'image de notre société. C'est bien l'avenir du PCF qui se joue au lendemain de ce congrès.

Concernant l'élection du conseil national, partant du fait que l'opposition représente entre un quart et un tiers des membres du parti qui ont voté sur les textes, je te demande expressément de valider tous nos camarades qui ont été démocratiquement élus par le congrès.

Pour conclure, je veux te dire que « fier d'être communiste », je suis également fier d'avoir été élu membre du conseil national de mon parti.

Reçois, chère Marie-George, mes fraternelles salutations.

André GERIN

Les douze élus de la liste alternative au CN

André Gérin (Vénissieux).

Marie-Christine Burricand (Vénissieux).

Jean-Jacques Karman (Aubervilliers).

Patricia Latour (Aubervilliers).

Emmanuel Dang-Tran (Paris 15^e).

Fabienne Debeauvais (Amiens).

Frédéric Bernabé (Vesoul).

Claude Fainzang (Paris 19^e).

Olivier Del Rizzio (Montbéliard).

Caroline Andréani (Pantin).

Stéphane Auriol (Paris RATP).

Christiane Vinci (Béziers).

A Marie-George Buffet

Au 33 ème congrès une liste alternative de 240 noms a été présentée.

La direction a été amenée à la valider sur la base des renseignements fournis par les fédérations.

Apparemment, notre chère fédération huiste 17 a indiqué que Jean Louis Rolland, Daniel Vince et Marie Ange Savineau entre autres ne sont pas membres de notre parti. Pourtant ils étaient délégués au congrès départemental, notre camarade Daniel, en tant que secrétaire de la cellule de Périgny, ayant adressé le message de bienvenue aux congressistes. Mais pour les démocrates de la fédé, qu'importe. Il fallait invalider un certain nombre de camarades de la liste alternative pour permettre à leurs petits copains huistes comme D. Cohen (vous savez ce dirigeant de la CGT d'EDF qui avait signé avec Raffarin un accord que les salariés ont désavoué) d'intégrer le conseil national.

Comme quoi la démocratie, le respect de la diversité et des sensibilités, la proportionnelle, dans les textes ils sont pour, mais dans la pratique, le seul critère valable, c'est une autre histoire.

Florence Granados, Marie Ange Savineau, Francisco Granados, Daniel Vince et Jean-Louis Rolland, signataires du texte « Fier(e)s d'être communistes », délégués au congrès départemental de la fédération de Charente Maritime.

La Fédé 17 avait annoncé, pour la préparation du 33 ème congrès, 2 numéros des Nouvelles pour une tribune des discussions. Un seul est paru et les contributions d'au moins 4 camarades ne sont donc pas passées.

Le Congrès départemental que nous avons décrit dans notre numéro 16 de CommunisteS a été une caricature de démocratie. Le summum a été atteint lors de l'élection des délégués pour le congrès national. La Fédé a fait voter un amendement en changeant les statuts du Parti Communiste Français concernant leur élection. La Fédé 17 s'est exclue elle-même du Parti. Elle continue dans le numéro 220 des Nouvelles à s'en glorifier. Pour elle, la démocratie donne le droit à la majorité d'avoir tous les pouvoirs. Avec ce système, le parti qui est, il faut le reconnaître, minoritaire dans le pays, n'aurait droit à aucun temps de parole dans les médias, aucun élu dans les mairies, les régions, à l'assemblée nationale. Ainsi la délégation au congrès a été d'une uniforme sensibilité de pensée. Notre collectif PCF17 a vivement protesté lors du congrès départemental sur cette façon d'agir.

Quinze camarades viennent de protester contre la conception qu'a la Fédé Huiste de la démocratie. Parmi eux on compte des élus et militants reconnus qui n'ont pas notre sensibilité mais qui ne peuvent que constater que trop c'est trop. On pourra noter qu'à La Rochelle, ce sont 5 conseillers municipaux sur les 9 conseillers communistes actuels qui s'opposent ouvertement aux pratiques de la Fédé.

Au congrès National, une liste alternative à la direction nationale a vu le jour. Pour diminuer l'impact de la liste alternative et tenter de jeter le trouble sur sa réalité, le secrétaire fédéral a radié du Parti Communiste Français 6 membres de cette liste. Nous publions les lettres que trois d'entre eux ont adressées à M.G. BUFFET

Daniel Vince

Périgny le 26/04/2006

Carte d'adhérent 17 004671 52 68 0

A Marie George BUFFET

Chère camarade,

Ayant participé à ma conférence de section, puis au congrès départemental qui s'est tenu dans ma ville, je souhaite te faire part du vécu de ces deux événements en direct.

J'ai quitté ces lieux abasourdis, choqué, écœuré par le comportement de la direction fédérale sur le fond et sur la forme.

En effet comment comprendre que l'on m'autorise à prononcer un mot d'accueil à toute la conférence fédérale, en tant que secrétaire de la cellule locale, en tant qu'élu communiste d'opposition face à une municipalité de gauche-droite mélangées, puisque sans liste de droite en 2001, et de constater qu'il est impossible d'émettre les moindres critiques pour construire.

Les minimums débuts d'analyses, de critiques ou de débats que nous essayons d'animer sont systématiquement dévoyés en tendance, permettant ainsi d'éviter tous débats, aucun avis différent n'est accepté, écouté (la démocratie a été prise en otage dans notre fédération) sous le prétexte fallacieux de préserver l'unité du parti, l'unité des communistes.

En tous cas ce qui m'inquiète beaucoup plus c'est le fonctionnement interne de notre fédération, en effet candidat sur la liste alternative déposée par André Gérin au conseil national, j'ai appris ma radiation par hasard.

Ma radiation avec mes autres camarades de Charente Maritime décidée sur les recommandations des dirigeants de la fédération 17, se défend Michel Laurent, ces décisions ont été prises et motivées par le fait que je ne serais pas à jour de mes cotisations.

Ces prétextes fallacieux je les conteste fermement, en effet je te joins à mon courrier la copie recto, verso de ma carte d'adhérent, te prouvant que je suis à jour de cotisations jusqu'**en décembre de l'année 2006.**

La réalité est toute autre, les dessous de ces décisions qui nous ramènent au pire de l'histoire de notre parti sont politiques, je ne suis pas un fidèle soldat au service d'une cour rapprochée autour d'une direction fédérale qui décide de tout toute seule.

Je ne suis pas le doigt sur la couture du pantalon comme à l'armée aux ordres du chef (le secrétaire fédéral) je conteste, je propose, j'agis sur le terrain en tant qu'élus avec mes concitoyens, bref je suis communiste.

D'autre part ce que je trouve scandaleux c'est d'apprendre une mauvaise décision par (la bande) jamais officiellement, par un des fidèles lieutenants, en catimini entre deux manif anti CPE, quel courage politique !

Pire les mêmes qui ont pris ces décisions font mine d'essayer de te convaincre publiquement dans des assemblées en avançant des arguments sur l'indispensable unité du parti, sur l'unité des communistes, **insistant sur le fait qu'il faut que l'on travaille ensemble maintenant ajoutent-ils.**

Mais de qui se moque-t-on avec ce double langage, ils trompent tous les communistes, c'est inacceptable.

En tous cas je conteste fermement cette mauvaise décision ,adhérent du PCF depuis 1968,vétéran, secrétaire de cellule, élu dans une commune de huit mille habitants sur une liste d'opposition face à une liste de gauche et droite réunies en 2001 sans liste de droite .

Avec 19% obtenu en mars 2001, les communistes de ma commune ne m'ont pas radié de mon parti, cette démarche politique d'autonomie nous renforce dans nos convictions qu'il est possible de changer le monde aujourd'hui, convaincu de l'idéal communiste, je te demande ma réintégration dans mon parti, afin de me permettre de continuer notre combat commun anti capitaliste.

Daniel Vince.

Secrétaire de cellule

Elu communiste

Marie-Ange SAVINEAU
2006

La Rochelle, le 23 avril

Madame Marie-George

BUFFET

Marie-George,

Comme d'autres camarades, j'ai été radiée par ma fédération. Je ne suis pas surprise, compte tenu des difficultés rencontrées auprès de celle-ci depuis plusieurs années. Leur comportement irrespectueux et leurs méthodes antidémocratiques sont indignes de notre parti. Cette attitude, entre autre, m'a guidé à ne plus militer auprès d'eux. Néanmoins, je refuse cette décision car je suis Communiste, **Militante / adhérente / cotisante, depuis 1975.**

Cela n'entame pas ma détermination à lutter pour un Parti Communiste de classe qui n'a qu'une finalité, celle de la communauté et de son progrès.

Reçois, Marie-George, mes fraternelles salutations.

Madame Marie-Ange SAVINEAU

Communiste et fière de l'être.

Jean Louis ROLLAND
Conseiller municipal
Délégué aux personnes
en grandes difficultés

La Rochelle, le 6 avril 2006

Marie-George BUFFET

Chère Marie-George,

La direction que tu animes vient d'évincer 98 communistes, dont 11 camarades de mon département. Sur ces 11 noms, 6 figurent sur la liste alternative déposée par notre camarade André GERIN (3 femmes - 3 hommes).

Il va de soi que ce n'est pas toi qui a radié directement les communistes, mais les fédérations qui n'ont pas validé les dits camarades. Le Conseil national a appliqué, sous la responsabilité de Michel LAURENT, les consignes de ma fédération. Le Congrès départemental qui s'est tenu les 18 et 19 mars, à Périgny, a évincé les camarades qui te soutenaient ainsi que les camarades du texte alternatif " fiers d'être communistes".

Dix délégués proches de HUE/BLOTIN ont participé au congrès national et cela avec la bénédiction de M. Denis COHEN qui suivait nos travaux.

Je rappelle également qu'il a fallu se faire entendre lors de la seule assemblée générale consacrée au 33ème congrès, en janvier 2006, pour avoir notre carte et nos timbres. Nous avons eu la carte, pas les timbres, malgré nos demandes réitérées plusieurs fois (courriers au secrétaire de section). Parmi les 6 camarades qui figuraient sur la liste alternative, Daniel VINCE, secrétaire de la cellule de Périgny et élu de la commune a fait, en ouverture, un court discours, souhaitant la bienvenue aux congressistes. Daniel est à jour de ses timbres, il a été radié, sur les consignes du Secrétaire Fédéral, Jean François MEMAIN. La Procédure de ne pas remettre les timbres est une forme d'exclusion de la part de mes dirigeants qui n'acceptent pas de faire le choix du pluralisme des idées, un droit et un principe de notre mode de fonctionnement.

Comme te l'a écrit André GERIN, nous avons choisi la voie politique calme et déterminée pour affirmer notre fierté d'être communiste, notre volonté de remettre le Parti Communiste Français sur les rails de la lutte des classes, notre colère et notre espoir. Nous ne dérogerons pas à cette ligne de conduite. Les méthodes de ma Fédération s'inspirent des pires moments de notre histoire. Nous refusons cette décision car nous sommes communistes et communistes du Parti Communiste Français.

Puisque la Fédération 17 nous pousse à l'exil, je te demande de faire le nécessaire pour que nous ayons les timbres 2006 auprès du Conseil National auquel nous réglerons nos cotisations. Le comportement bureaucratique des dirigeants de la Fédération 17 renforce ma détermination à lutter pour que le Parti Communiste Français soit mieux que jamais un grand parti populaire de classe et de masse à l'image de notre société.

Qu'il me soit permis, en guise de conclusion, de détourner une citation d'Abraham LINCOLN et que j'adresse aux dirigeants de mon département " On peut tromper une partie du Parti tout le temps et tout le Parti une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le parti tout le temps".

Je suis fier d'être communiste dans mon parti, pas des dirigeants de ma Fédération.

Reçois, Chère Marie-George, mes sincères salutations communistes.

Jean Louis ROLLAND

Adhérent depuis 1968

Cofondateur de l'Humanité-Dimanche.

Lettre à Marie-George Buffet

THIERRY RENARD, POÈTE

lundi 1er mai 2006.

Chère Marie-Georges,

Le lendemain de notre dernier Congrès, ayant pris connaissance de ce que j'appelle désormais « l'affaire des cotisations », je me suis réveillé avec la gueule de bois. Il est, peut-être, grand temps de balayer devant notre porte... et de dépoussiérer la vieille maison. Pour ma part, issu d'un milieu populaire et ouvrier, j'ai dès le berceau tété le biberon du communisme. Du côté de ma mère, les influences étaient plutôt italiennes avec la reprise de ce beau et touchant slogan : *Una lunga storia per liberare l'umanità dal capitalismo. Una storia che continua con noi, con i comunisti.* Du côté de mon père, sans doute un peu moins lyrique, il a d'emblée été question du Parti communiste français. Deux histoires, donc, deux expériences, deux aventures presque, mais pour une seule cause. Et cette cause est, pour moi, restée vivante et, surtout, fidèle aux deux principes rencontrés, cette fois, depuis l'adolescence : changer la vie (Rimbaud) et transformer le monde (Marx). J'aime ce genre de propos, qui claque comme le fouet et qui prend tout son sens lors des grandes occasions. Mais, hélas... aujourd'hui point de grande occasion. Nous vivons en des temps d'une extrême confusion, des temps de mesquinerie et d'hypocrisie généralisées. Et les communistes, pas meilleurs que les autres, cèdent aux sirènes du moment. Et les communistes, dont je me réclame toujours, ne sont pas épargnés.

C'est un scandale, Marie-Georges ! Un scandale cette « affaire des cotisations »... Rejeter le vote de nombreux militants pour un pur problème de gestion, une simple question d'administration, cela relève du pire - voire, du néant. Je ne reviendrai pas sur les détails de l'affaire, quelques uns de nos camarades ont déjà su vous écrire avec sincérité et talent. Leurs lettres, d'ailleurs, m'ont profondément touché. Aujourd'hui la censure a, tout bonnement, changé de visage et de nom. Elle n'est plus autoritaire, comme naguère, et j'en viens presque à le regretter. Elle use, désormais, d'autres méthodes : navrantes, mesquines et médiocres. Le but est atteint, notre organisation a fini par ressembler aux organisations concurrentes. Nous sommes pleinement dans l'air du temps : sans véritable projet pour la France, ou alors je n'ai encore rien compris, mais avec de nouveaux statuts et un semblant de perspective, la prochaine échéance électorale... Même notre légendaire langue de bois, dont on a par le passé fait tant de triques, est devenue fade et sans éclat. Une langue morte, presque. Nous avons perdu le sens du combat et de la réalité. Des fois, la nuit, la figure de Georges Marchais apparaît dans mon rêve et me hante. Entre tous, je le reconnais. Je vois son visage, j'entends sa voix. Oui, Marie-Georges... C'est un scandale ! Et je ne vous dis pas : « Taisez-vous, Marie-Georges... ». Je vous dis plutôt : « Écoutez, écoutez-moi... » Un communiste ne rejette pas un autre communiste pour une banale affaire d'argent, de mise à jour de cotisation. Un communiste, s'il n'est pas d'accord avec un autre communiste, eh bien il l'affronte sur le terrain des idées et des convictions - et c'est tout !

Loin de moi, chère Marie-Georges, le désir de (re)mettre en cause la majorité qui vous soutient. C'est le jeu démocratique, et je l'approuve. Mais, cependant, elle manque de style et de classe, cette majorité-là... Croyez-moi, pour gouverner comme pour convaincre, il faut du style et de la classe ! Et du courage, bien sûr ! Votre majorité actuelle ne respecte ni ses minorités ni le débat démocratique. Votre majorité actuelle n'est pas une majorité de rassemblement et n'est nullement porteuse d'un vrai projet alternatif, de société. Votre majorité actuelle manque, enfin, de panache. Et le panache, vous le savez bien, c'est ce qui a, en grande partie, forgé la France des Lumières, de la Révolution de 1789, de la Commune de Paris, du Front populaire (dont on célèbre, cette année, le soixante-dixième anniversaire), des congés payés et de tous les acquis sociaux.

Voilà, chère Marie-Georges, j'ai écrit tout ça sans aucune amertume. Et, presque, sans nostalgie. Pour finir, j'aimerais vous donner à lire encore quelques phrases qui ne sont pas de moi. Des phrases d'un écrivain d'aujourd'hui, Christian Bobin. Il y a un communisme réel de l'écriture. C'est le même communisme que mettent en œuvre les amants quand ils s'aiment et les enfants quand ils jouent. Jouer, écrire, aimer, c'est entrer dans une société qui échappe à toute emprise du monde, c'est faire l'expérience d'une fraternité réelle, non décrétée, atteinte après avoir épuisé la singularité des voix et des chairs, après avoir traversé toutes épaisseurs de différences, sans en oublier aucune. Là, je me tais. Je reste muet. Sans voix...

Cordialement, Thierry Renard Fier d'être communiste !

Le mystère de la liste noire

Peu après le 33eme congrès, certains camarades ont appris sans qu'aucune lettre ne leur soit adressée personnellement qu'ils étaient **radiés**, terme sans doute plus doux qu'**exclus** de notre parti.

Le motif à deviner (puisqu'il n'a pas été formulé) : il semblerait que leurs traits communs soient leur appartenance « avouée ou supposée »aux idées de « Fiers d'être communistes ». L'un d'entre eux vivant à l'étranger ne s'était pas exprimé sur le sujet mais avait peut être le tort d'être le fils de Jean Louis Rolland et ne dit on pas « Tel Père, Tel Fils »?

Mais..Revirement.. Un membre de la direction nationale a contacté certains malheureux e(xc)lus leur disant de ne pas tenir compte de cette radiation (heureusement ce ne sont pas des rayons X... !)

Mais ...le mystère reste entier : Qui donc a bien pu fournir cette liste à une direction à qui l'on peut donner les circonstances atténuantes d'un moment d'égarement dû à la fatigue d'un congrès exténuant !

Et le communiste « souverain » qui a voté la diversité devait peut être comprendre : La diversité, d'accord mais sauf ceux qui ne pensent pas comme nous...

Florence Rolland Pas vraiment fière de pratiques (communistes ?)

33eme congrès du PCF, la fin programmée du Parti.

M G Buffet est contente : sa stratégie a été validée par le congrès ! Mais, moins de 50 % des adhérents ont participé au scrutin sur les textes d'orientation (25 % dans le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis, départements historiques)... Le scrutin a été caractérisé par des fraudes massives. Malgré tous les filtrages, trucages, il ne s'est trouvé que 67 % des congressistes pour approuver la partie du texte portant sur la stratégie. Comme dirait l'autre, il y a malaise ! Malaise d'autant plus grand que le congrès a pris une décision politique forte, **il a décidé de ne pas décider ! Le choix de la candidature est reporté à l'automne.**

La direction cherche à éviter une candidature communiste afin d'éviter la catastrophe électorale. Pourquoi voter PCF, puisque le Parti tient le même discours que la LCR, les Verts, et différents groupuscules sans représentativité. Comme le PCF n'est plus dans les entreprises, il ne dépend plus que de ses élus. L'alliance sans contenu prime sur le contenu des luttes. La direction du PCF va tout faire pour avoir une candidature commune dite de rassemblement antilibéral. Du côté des Verts, il n'y a pas d'espoir, les "anti-croissance" présenteront leur candidat. J Bové n'étant pas assez consensuel, il reste la LCR. C'est là qu'interviennent « les comités du non » et l'association « Alternative Citoyenne » qui regroupent des responsables communistes (Braouzec, Perreux, Zarka) qui sont bien représentés au comité national du PCF et des dirigeants de la LCR et du monde associatif beaucoup d'entre eux sont des membres actifs d'ATTAC. Ils vont au sein de leurs organisations respectives pousser très fort à une candidature unique. Si leur lobbying réussit au sein de la LCR, MG Buffet est sauvée. Mais ce n'est pas si simple car se pose la question de l'appartenance politique du candidat unique. Toute cette guéguerre pour savoir qui sera le meilleur candidat pour reporter ses voix sur le candidat du PS (celui du oui de « gauche ») au deuxième tour de la présidentielle !

Il est très vraisemblable que les présidentielles soient une déroute pour la direction du PCF. Alors se posera la question de la reconstruction du PCF car son existence est vitale pour le salariat, mais cette reconstruction ne peut se faire que si la question centrale de la stratégie et donc des raisons du déclin est abordée.

MG de la revue Reflexions

LA CANDIDATURE COMMUNISTE A LA PRESIDENTIELLE TOUJOURS DE MISE ?

A QUOI JOUE MARIE-GEORGE BUFFET ?

Déclaration du collectif des élus d'opposition au Conseil national du PCF

La plupart des militants délégués au 33ème Congrès du PCF sont repartis plus ou moins rassurés sur le fait qu'il y aurait une candidature communiste à l'élection présidentielle.

Or depuis le Congrès, le flou est constamment entretenu par Marie-George Buffet sur cette candidature communiste dont la décision est renvoyée en octobre par la convocation d'une Conférence nationale. En finalité, les communistes ne seront pas consultés sur la stratégie arrêtée et la candidature communiste ou non.

Mais le pire vient de se produire avec le Comité exécutif qui a adopté dans sa majorité, sans consultation du Conseil national, organisme d'élaboration et de décision, un « Appel » « *pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes* » qui engage le PCF aux côtés d'autres signataires, personnalités comme José Bové, Clémentine Autain, Yves Salesse, Christian Picquet (LCR) et des organisations telles Les Alternatifs, Convergence citoyenne, Gauche républicaine, Mars... [1]

Cet appel, qui oublie les grandes questions sociales, emploi, pouvoir d'achat, délocalisations, services publics..., annonce la volonté de créer les conditions d'une campagne commune aux élections présidentielles et législatives avec des candidats communs ainsi que la création d'un collectif national d'initiative pour lever les derniers obstacles entre les différents partenaires et concrétiser cette campagne.

Si ce collectif devait se mettre en place, c'est lui qui déciderait du contenu de la campagne, du programme. Les communistes seraient dessaisis de leur propre initiatives politiques. Sans consultation, la direction nationale engage l'ensemble du Parti sur une stratégie qui ne se cantonne pas à l'élection présidentielle et qui confirme, à terme, la liquidation du PCF. Patrice Cohen-Seat, dans un article à L'Humanité, vend la mèche en déclarant : « *il faudra des candidatures unitaires pour la présidentielle et pour les législatives, pour 2007, pour 2008 (municipales et cantonales) et pour la suite.* »

Si tel était le cas, le PCF, déjà en perte d'autonomie ces dernières années, se retrouverait intégré, voire absorbé, par la construction d'un nouveau mouvement comme le réclament les refondateurs. Aussi n'est-il pas étonnant que l'Appel unitaire, dont le PCF n'est pas à l'origine, se limite à la dénonciation du libéralisme sans jamais condamner le système capitaliste et poser la question de la transformation de la société.

Même si quelques petites phrases le laissent entendre, loin de se démarquer du PS, cette stratégie est un marchepied pour son candidat qui aura besoin, au second tour, des suffrages du NON de gauche à la Constitution européenne.

Le Comité exécutif du Parti doit s'expliquer. Comment a-t-il pu valider un « Appel » dont certains signataires, et pas des moindres, dénoncent la candidature de Marie-George Buffet comme « *ne nous paraissant pas de nature à favoriser l'élargissement du rassemblement, mais pouvant au contraire constituer un frein à la dynamique unitaire* », ainsi qu'il est écrit dans le compte rendu de l'assemblée générale d'Alternative citoyenne ?

La direction avait le devoir de faire la transparence sur les propos de l'assemblée générale d'Alternative citoyenne. Elle ne l'a pas fait. Pire, c'est sur cette base de contestation d'une candidature communiste qu'elle a signé un appel commun de nature à tromper tout le monde.

Depuis la consultation des communistes avant le 33ème Congrès, en février et l'amputation injustifiée de la liste alternative au congrès, on ne compte plus, ces derniers temps, les entorses aux règles démocratiques du PCF. Il n'y a pas qu'à Matignon qu'on ignore le peuple !

Paris, le 19 mai 2006.

André Gerin (69), Jean-Claude Danglot (62), Jean-Jacques Karman (93), Emmanuel Dang Tran (75), Caroline Andréani (93), Cathy Apourceau (62), Stéphane Auriol (45), Paul Barbazange (34), Frédéric Bernabé (70), Bruno Bonin (79), Marie-Christine Burricand (69), Francis Combes (93), Léandre Curzi (75), Jacques Damiani (94), Fabienne Debeauvais (80), Oliver Del Rizzo (25), Catherine Deschamps (80), Claude Fainzaing (75), Jonathan Henon (80), Jean Jamelot (75), Jean-Claude Kordé (67), Patricia Latour (93), Henri Martin (93), Jean-Pierre Meyer (83), Jean Miaille (69), Nati Oliva (67), Michèle Picard (69), Alain de Poilly (94), Brigitte Quilles (34), Jean-Louis Rolland (17), Laurent Santoire (93), Christian Serve (69), Emile Torner (75), Serge Truscello (69), Kathy Turcan (83)

[1] (Curieusement, Patrick Braouzec, Pierre Zarka, Roger Martelli, membres du Conseil national, se distinguent du PCF en signant l'appel à titre personnel.)